

SOLIDARITÉ



FOCUS

**Menace sur
la société civile**



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



Felix Gnehm
Directeur de Solidar Suisse

**CHÈRE LECTRICE,
CHER LECTEUR,**

Nous consacrons cette édition à une tendance globale inquiétante : l'érosion, la perte du champ d'action démocratique de la société civile (en anglais *Shrinking Space*). Depuis les années 1970, la tendance allait dans le bon sens puisque les libertés et les droits politiques des citoyen-ne-s ne cessaient de s'accroître.

Le mouvement s'est toutefois inversé dès 2005. Plus d'une centaine de gouvernements démocratiques et non démocratiques ont introduit des lois restrictives qui limitent la marge de manœuvre des organisations de la société civile, voire la suppriment complètement. L'écrasante majorité de la population mondiale vit aujourd'hui dans des pays dont les gouvernements sont jugés « répressifs » et « oppresseurs ». Plus d'un quart de la population est même exposée à des conditions dans lesquelles des citoyen-ne-s sont victimes d'emprisonnement, de sévices corporels et de meurtres de la part d'acteurs étatiques et non étatiques parce qu'ils ont exercé leurs droits fondamentaux. Et le Covid-19 sert de prétexte à de nombreux gouvernements pour restreindre davantage les libertés civiles.

Vous pourrez lire ci-dessous les répercussions de l'érosion du champ d'action démocratique sur l'engagement de Solidar Suisse dans ses pays prioritaires et la manière dont nous continuons de soutenir nos organisations partenaires afin de les maintenir vivantes.

Felix Gnehm

SOMMAIRE

04



Focus - Restrictions imposées à la société civile

- 04 L'érosion de la marge de manœuvre de la société civile met en péril la démocratie et l'égalité des chances
- 08 En Asie, une protestation sur Facebook peut mener à un licenciement et à une arrestation
- 10 Au Mozambique, faire usage de sa liberté d'opinion signifie vivre dangereusement
- 11 Nicaragua : le gouvernement réprime tout ce qui pourrait menacer sa mainmise sur le pouvoir
- 12 Alexandra Karle, Amnesty International : la Suisse aurait davantage d'opportunités de faire cesser les violations des droits humains

13 À chaud

Coup d'œil sur l'actualité

14 Un œil sur

Dans les centres d'expulsion malaisiens, les travailleurs-euses migrant-e-s sont exposé-e-s aux humiliations et aux mauvais traitements

16 Le défi

Athit Kong s'engage pour les droits des travailleurs-euses du textile au Cambodge

17 Solidar recommande

La nouvelle série de la RTS « Cellule de crise »

19 Ensemble

S'engager avec Solidar Suisse

14



16

18 Sudoku et revue de presse

19 Impressum

20 Ensemble contre l'inégalité extrême

FOCUS - RESTRICTIONS IM- POSÉES À LA SOCIÉTÉ CIVILE





Hong Kong : manifestation contre le projet de loi sur les extraditions vers la Chine en juillet 2019.

L'érosion de la marge de manœuvre de la société civile va croissant – avec de graves conséquences mondiales sur la démocratie et la justice.

SANS PARTICIPATION PAS DE DÉMOCRATIE

Texte : Klaus Thieme, responsable des programmes internationaux. Photos : studio Incendo et Solidar Suisse, caricature : Mello

Les sociétés démocratiques reposent sur une société civile forte et indépendante. Individus engagés, groupements, associations, syndicats et œuvres d'entraide prennent part au débat public, critiquent les abus et exigent la transparence, prévenant ainsi la corruption. Tous contribuent à faire entendre les préoccupations des travailleuses et des travailleurs, des femmes, des migrant-e-s, des LGBTIQ, etc., qui obtiennent alors soutien et protection et participent à la vie sociale dans toute sa richesse. Les sociétés sont plus pacifiques et plus dynamiques, favorisant l'égalité des chances pour tous.

Les ONG sont harcelées

La marge de manœuvre des acteurs de la société civile comme les organisations non gouvernementales (ONG) s'en trouve toutefois visiblement réduite. Aujourd'hui, seuls 3 % de la population

mondiale vivent dans des États qualifiés d'« ouverts ». Selon le réseau global des organisations de la société civile (CIVICUS), les restrictions à l'espace citoyen se font voir dans 111 États sur 196. Cet « espace citoyen rétréci » signifie la limi-

« 111 pays sur 196 connaissent aujourd'hui des restrictions à l'espace citoyen. »

tation de droits fondamentaux comme la liberté de réunion, d'association et d'opinion en politique et en pratique.

Dans un nombre croissant de pays, les ONG subissent un harcèlement sous la forme de procédures d'enregistrement inutilement complexes et opaques. En particulier pour les ONG des pays

les plus pauvres, il devient de plus en plus difficile de recevoir des dons de l'étranger. Les privilèges fiscaux sont supprimés et on prélève même parfois des impôts spéciaux. Même en Suisse, de telles tendances se font sentir (voir en page 12 l'interview d'Alexandra Karle, directrice d'Amnesty International Suisse).

Les gouvernements intensifient la répression contre les ONG gênantes lorsqu'elles exigent davantage de transparence et de codécision ou qu'elles menacent les intérêts économiques de grands groupes, qu'ils soient militaires, miniers ou d'élevage bovin. Les autorités n'hésitent pas à diffuser des contre-vérités et des accusations trompeuses.

Menaces et criminalisation

Dans l'objectif de compliquer voire d'empêcher les activités des ONG, les syndicalistes, activistes, défenseurs des droits humains, mais aussi les journalistes subissent des menaces et sont l'objet de dénonciations pénales ou même d'agressions physiques. Dans certains pays, ces attaques sont

Manifestation de femmes le 8 mars 2015 au Nicaragua.



expressément dirigées contre les groupes de femmes, les migrant·e·s et les minorités sexuelles sous couvert d'une identité nationale construite ou du prétendu bon vieux temps. Dans d'autres, l'État réprime systématiquement toute opposition, ne tolérant aucune critique à l'égard des puissants.

Ce faisant, les gouvernements autoritaires se copient les uns les autres et empoisonnent progressivement le climat politique mondial : voyant l'ancien président Trump taxer de « fake news » tout article de presse critique, des dirigeant·e·s dictatoriaux adoptent aussitôt la même attitude. Lorsqu'un État comme la Hongrie viole des traités internationaux sans en subir les conséquences, d'autres pays invoquent la situation comme une justification pour faire de même.

Difficulté croissante du travail de Solidar

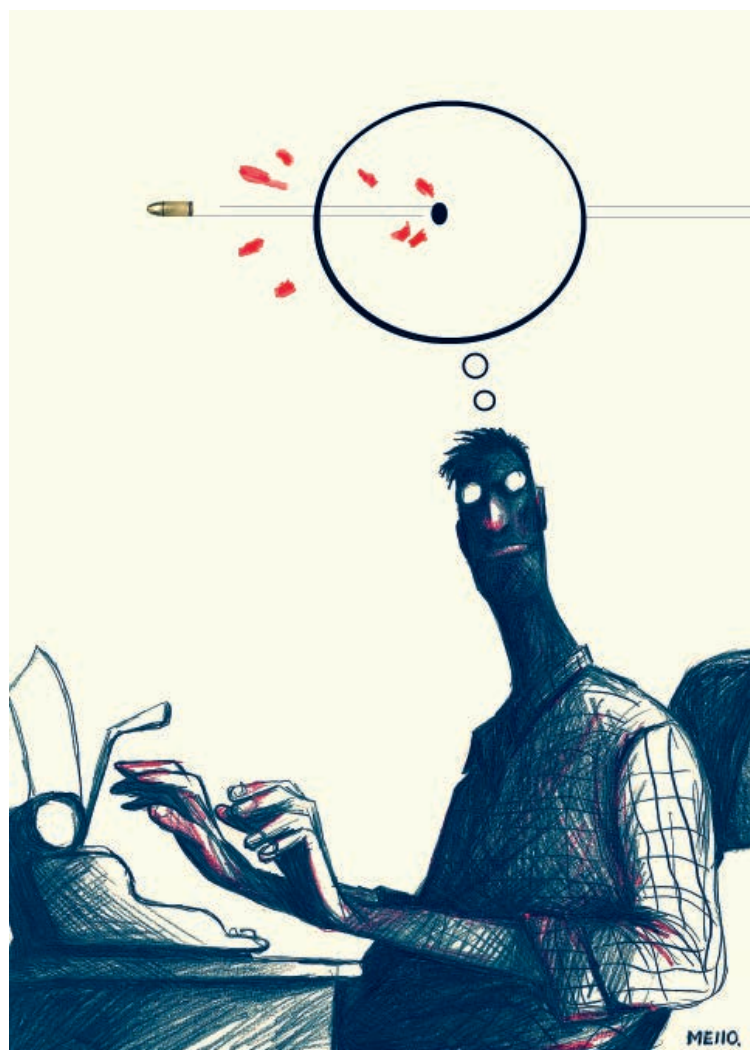
Dans de nombreux pays, la pression s'accroît sur nos organisations partenaires :

Ainsi, le Nicaragua a adopté en octobre 2020 une loi sur le contrôle des « agents étrangers ». Contrairement à ce que son nom laisse penser, celle-ci ne vise pas tant les services secrets ennemis que les associations et œuvres d'entraide qui reçoivent des dons de sources étrangères. Ces dernières doivent se soumettre à une procédure d'enregistrement particulière et fournir un énorme travail administratif pour continuer leur travail. Les associations de femmes, suspectées de tout temps d'être dans l'opposition, sont particulièrement touchées par la mesure (voir page 11).

Lors des dernières élections au Mozambique, les autorités ont réprimé avec violence les rassemblements et les manifestations menés par de nombreux groupements d'opposition de la société civile. Des membres d'ONG, d'institutions ecclésiastiques et des médias se sont vus exposés à des chicanes, des intimidations et des menaces de mort parce qu'ils ont documenté les irrégularités du processus électoral (voir page 10).

La nouvelle loi sur la sécurité de Hong-Kong supprime presque totalement le système de l'État de droit et la liberté d'opinion : la police n'aura plus besoin d'un mandat de perquisition délivré par un tribunal indépendant pour fouiller un immeuble. Le contrôle juridique des mesures de surveillance policières est pratiquement supprimé. La nouvelle loi menace les militant·e·s de peines d'emprisonnement très sévères, voire la déportation en Chine continentale.

Les droits humains et le droit du travail font également l'objet de violations au Cambodge. Les procédures civiles et pénales contre les mili-



tant·e·s compliquent la mise en œuvre de la liberté d'organisation. Plusieurs meurtres de dirigeant·e·s syndicaux sont pour l'heure toujours inexplicables (voir page 16).

Aggravation en raison de la crise sanitaire

L'an dernier, le Covid-19 a encore davantage érodé l'espace démocratique dans de nombreux pays. En raison des mesures visant à circonscrire la pandémie, de nombreux États pourraient être tentés de conserver le contrôle ainsi gagné sur les citoyen·ne·s après la crise qui, espérons-le, sera bientôt surmontée.

Pour Solidar Suisse, cette évolution signifie que nous allons renforcer notre soutien aux mouvements progressistes qui luttent pour les libertés et les droits démocratiques. En effet, seule la liberté de s'organiser, de participer et de communiquer permet de mettre en place les structures sociales et politiques en vue d'une société juste, et ce, dans le monde entier.



EN PRISON POUR UN POST SUR FACEBOOK

En Asie, l'érosion des espaces démocratiques complique la lutte pour les droits au travail, comme le montre l'histoire de Soy Sros.

Texte : Sanjiv Pandita, coordinateur du programme Asie de Solidar Suisse. Photo : Andreas Schwaiger

Le 2 avril 2020, la police cambodgienne a arrêté Soy Sros, une femme élevant seule deux enfants et militante syndicale qui travaillait à l'usine de sacs à main Superl Ltd., fournisseur de plusieurs marques de luxe. Le 31 mars, elle avait protesté sur Facebook contre le plan de licenciement de l'entreprise qui visait plus de 80 travailleurs et travailleuses dont une femme enceinte. Les événements se sont produits pendant la période où les effets du Covid-19 se faisaient sentir dans le monde entier et que les chaînes d'approvisionnement de l'industrie du textile étaient interrompues du point de vue de la demande comme de l'offre. Le gouvernement cambodgien a donné l'ordre de ne pas licencier les travailleuses et les travailleurs mais de les employer à des salaires très réduits. Superl Ltd. a néanmoins persévéré dans son licenciement de masse. Un jour après la publication de la critique sur Facebook, l'employeur a contraint Soy Sros à supprimer son message et a même tenté de la forcer à signer une déclaration selon laquelle elle « a publié une

contre-vérité et entend exprimer ses regrets », ce qu'elle a toutefois refusé. Le jour suivant, elle a été arrêtée pour « incitation aux troubles sociaux, diffamation de l'entreprise et diffusion de contre-vérité ». « Les policiers m'ont demandé si je voulais devenir célèbre ou si je tentais d'inciter quelqu'un. Ils m'ont insultée et ont porté atteinte à ma dignité de femme », a-t-elle rapporté plus tard à l'agence BuzzFeed News.

Lois répressives

Le cas de Soy Sros est emblématique de milliers de travailleurs et de travailleuses asiatiques marginalisés et de plus en plus criminalisés par des systèmes corrompus, dans lesquels une simple protestation sur Facebook peut mener en prison. Les entreprises profitent d'une main-d'œuvre bon marché tout en refusant de reconnaître les travailleuses et les travailleurs comme des êtres humains et de leur accorder des droits. Ces dernières années, de nombreux gouvernements asiatiques ont

Des travailleuses du textile en route pour l'usine de Phnom Penh.

réduit les possibilités des travailleuses et des travailleurs de s'organiser et de négocier des améliorations. L'adoption de lois répressives qui limitent la liberté de réunion et d'association et criminalisent toute voix dissidente restreint l'espace démocratique. Des centaines de militant·e-s, de syndicalistes, de meneurs ou meneuses de l'opposition et défenseurs et défenseuses des droits humains ont été emprisonnés et certains froidement assassinés.

Observable dans toute l'Asie, cette tendance touche certains pays plus que d'autres. Au Cambodge, où Solidar Suisse déploie son activité, l'érosion des espaces démocratiques est particulièrement marquée. En 2017, le parti d'opposition le plus important, le Cambodian National Rescue Party (CNRP), a été dissous par la Haute Cour de justice et ses dirigeant·e-s arrêtés. Le pays évolue de plus en plus vers un État totalitaire avec un parti unique. En 2019, la loi sur les syndicats a subi de nouveaux démantèlements. La crise sanitaire a encore aggravé la situation car, dans toute la région, les gouvernements utilisent la pandémie comme prétexte pour promulguer des « lois d'urgence » et réduire la marge de manœuvre de la société civile.

La protestation, un acte criminel

Les organisations partenaires locales de Solidar sont également exposées dans leur travail quotidien à des mesures répressives et à une surveillance accrue des autorités. Un bon nombre d'entre elles ont des difficultés à obtenir ou à conserver leur enregistrement légal, étant soumises à un excès de paperasserie chicanière. Au surplus, chaque protestation peut être interprétée comme un « acte criminel ». Malgré la répression, nos partenaires trouvent encore des voies innovantes pour exécuter leur travail.

En Malaisie, par exemple, le gouvernement a réagi avec beaucoup de susceptibilité au rapport sur les maltraitances dont sont victimes des travailleuses et des travailleurs migrants. En raison d'un rapport critique, la police a même effectué une descente dans les locaux d'« Al Jazeera », mettant des journalistes en état d'arrestation. Dès lors, nos organisations partenaires ont développé une nouvelle manière de faire : après avoir mené une enquête détaillée concernant les abus commis sur les travailleuses et travailleurs migrants, elles l'ont

publiée sous le nom collectif de « Coalition des travailleuses et travailleurs migrants » pour protéger leur identité. Cette coalition s'est ensuite adressée à la commission des droits humains indonésienne (c'est-à-dire du pays d'origine des travailleuses et des travailleurs), qui a elle-même mené d'autres recherches. Publié en Indonésie, le rapport a été envoyé à la commission malaise des droits humains (voir page 14).

La liberté d'expression et de réunion reste la clé qui permet à des groupes marginalisés de s'organiser en vue de défendre leurs intérêts et

« Les gouvernements utilisent la pandémie comme prétexte pour promulguer des lois d'urgence et réduire la marge de manœuvre de la société civile. »

d'obtenir pour tous un « travail digne ». Le rétrécissement croissant des espaces démocratiques dans le monde entier menace cet engagement. C'est pourquoi le soutien de Solidar Suisse est si important dans le réseau international. Ainsi, dans le cas de Soy Sros, une campagne internationale a entraîné sa libération le 28 mai. Les charges accumulées contre elle ont également été abandonnées.



Votre don – un grand effet

Votre contribution de 50 francs permet de soutenir juridiquement une travailleuse ou un travailleur en conflit avec l'employeur. Avec 100 francs, des travailleuses et des travailleurs peuvent organiser l'élection démocratique de représentant·e-s syndicaux et 250 francs permettent de mettre en place l'assemblée constitutive d'un syndicat indépendant de l'industrie du textile.

LE KIDNAPPING EN RÉPONSE À LA CRITIQUE

Au Mozambique, toute personne qui exprime des critiques doit s'attendre à des mesures de rétorsion malgré le droit à la liberté d'expression.

Texte : Jorge Lampião, ancien responsable du bureau de coordination de Solidar au Mozambique. Photo : Solidar Suisse



Des villageois-es mozambicain-e-s discutent de leurs besoins les plus urgents lors d'une assemblée.

« Nous devons accepter que le droit à la liberté d'expression soit violé, ou alors, oser critiquer le gouvernement ». Voici comment le militant Bila S. résume les restrictions subies par la société civile.

Les progrès régressent

En 2004, le Mozambique a inscrit la liberté d'opinion dans la Constitution et dans la loi sur la presse. Dès ce moment, l'espace de participation de la société civile n'a cessé de s'étendre. Cette évolution a toutefois brutalement cessé suite à la crise politique de 2014 : le parti d'opposition Renamo a refusé d'accepter le résultat des élections, menaçant d'imposer sa victoire par la force dans six provinces. Depuis, des attaques militaires, aggravées à partir de 2017 par des attaques djihadistes dans le nord du pays, désécurisent la population. La violence met un coup de frein au développement social, économique et politique et a provoqué l'exil interne de nombreux habitant·e-s.

La lente métamorphose de la culture politique menace également de revenir en arrière. Les journalistes critiques et les organisations de la société civile sont confrontés aux menaces et à la violence car beaucoup d'actrices et d'acteurs étatiques ne sont pas prêts à accepter la critique d'organisations, de citoyen·ne-s ou de médias indépendants.

Menaces et attaques

Les irrptions dans les locaux des organisations de la société civile ou des médias indépendants sont monnaie courante, tout comme les menaces anonymes et les violences. Ainsi, en 2015, le journaliste Paulo Machava a été assassiné et en 2016, le militant contre la corruption Jaime Macuano a été kidnappé et abattu. Le 7 avril 2020, le journaliste de la radio Ibraimo Abu Mbaruco a disparu. Depuis son dernier SMS, selon lequel il était entouré de militaires, il n'y a plus eu aucune nouvelle. Il est difficile d'agir contre les auteurs puisque la plupart restent inconnus.

Dans ce contexte, il n'est pas nécessaire d'imposer des interdictions pour empêcher les gens d'exprimer leurs préoccupations, sans parler de s'organiser pour le faire. Il est particulièrement délicat de remettre en question la corruption et le clientélisme. Ceux qui osent le faire doivent s'attendre à l'intervention de la police : en 2015, une manifestation pacifique contre le meurtre du constitutionnaliste Gilles Cistac a été interrompue par la police. En 2016, la police a dispersé à Maputo une manifestation qui demandait la fin de l'instabilité politique et militaire et l'élucidation du scandale du crédit dans le pays. La même chose s'est produite lorsque des femmes ont manifesté pour demander la suppression de la décision du Ministère de l'éducation selon laquelle la jupe de l'uniforme scolaire des filles doit s'arrêter au-dessus du genou.

Un dialogue constructif est nécessaire

Solidar Suisse s'engage contre l'intimidation et la restriction des droits démocratiques garantis par la Constitution. Nous renforçons l'organisation de la société civile et encourageons le dialogue avec les autorités dans douze districts et trois communes des provinces de Sofala, Manica et Tete, dont profitent 2 millions d'habitant·e-s. En effet, une relation ouverte et transparente est une étape essentielle vers un libre exercice des droits des citoyen·ne-s, afin que le désir de Bila S. devienne réalité : « Ceux qui ont le pouvoir devraient pratiquer l'écoute et l'analyse au lieu de la répression. »

« NOUS TROUVONS TOUJOURS UNE SOLUTION »

Au Nicaragua, le gouvernement empêche les organisations de femmes d'agir contre la violence. Les représailles viennent d'atteindre un point culminant.

Texte : Alexander Rayo, responsable du bureau de coordination au Nicaragua. Photo : Freidell Urbina

« Les actions publiques contre la violence à l'égard des femmes sont devenues presque impossibles au Nicaragua », raconte Jamileth Torres, 49 ans, sur les obstacles au travail de son organisation à Matagalpa. « Lorsque la police observe un groupe de plus de quatre personnes dans l'espace public, il n'est pas rare qu'elles soient arrêtées. Alors que nous voulions commémorer publiquement des meurtres de femmes, la police nous a encerclées et nous a contraintes à disperser la manifestation. »

Aggravation constante

Les restrictions infligées à la société civile ont commencé dès l'élection du président Daniel Ortega en 2007. Tous ceux qui pourraient menacer sous n'importe quelle forme le maintien au pouvoir et l'image du gouvernement sont comme une épine dans son pied. Le point culminant de l'aggravation de la situation réside dans une nouvelle loi « sur la régulation d'agents étrangers » entrée en vigueur le 19 octobre 2020. Les ONG qui « s'immiscent dans les questions, activités ou thèmes de la politique intérieure » pourraient se voir supprimer la personnalité juridique. Sont considérées comme « agents étrangers » les personnes physiques ou morales de toute nationalité, y compris nicaraguayenne, qui obtiennent des fonds étrangers. La loi a suscité de grandes inquiétudes et incertitudes parmi les organisations partenaires de Solidar comme celle de Jamileth Torres. Elles craignent que le gouvernement ne supprime la personnalité juridique à toute organisation qui contreviendrait prétendument aux intérêts de celui-ci. Il est certain que la loi va entraîner un surplus de bureaucratie.

Organisations féminines concernées

Les organisations féminines se trouvent particulièrement dans la mire du gouvernement : « Le public et la communauté internationale sont censés croire qu'il n'y a pas de problème au Nicaragua », confirme Jamileth Torres. « Notre engagement contre les violations des droits des femmes, pour sensibiliser au problème de la violence et pour fournir une aide aux femmes concernées ne correspond pas à l'image du Nicaragua que le gouvernement aimerait présenter. » Depuis des années, il n'y plus d'information officielle

sur la violence à l'égard des femmes. Jamileth Torres, qui lutte depuis plus de vingt ans pour les droits des femmes, constate le recul de la sensibilité et l'accroissement de la violence au sein de la population. Comme l'État ne publie plus de statistiques, elle ne peut rien prouver. « Cela montre l'état de notre pays : il n'y a pas de chiffres sur la violence, ni sur les soins de santé et l'économie. Tout est basé sur des conjectures », s'indigne-t-elle.

Recrudescence de la violence

Elle voit dans le défaut de poursuite pénale d'autres raisons à la recrudescence de la violence à l'égard des femmes : « Les femmes qui entendent déposer plainte ne sont souvent pas prises au sérieux par la police. Les procès se terminent rarement par la condamnation de l'auteur. » Le Nicaragua a certes adopté des lois sur la prévention de la violence : « Mais elles ne sont pas appliquées, ce qui affaiblit la crédibilité de l'État et favorise un climat d'impunité. Le fait que les auteurs ne craignent aucune poursuite pénale encourage la violence. »

Qu'est-ce qui pousse Jamileth Torres à se battre en faveur des droits des femmes ? « Les organisations féminines résistent à toutes les guerres et à toutes les crises parce que les femmes violentées ont besoin de leur soutien. Nous surmontons tous les obstacles avec créativité », affirme-t-elle en souriant. « Nous trouvons toujours le moyen de soutenir les femmes qui sont confrontées à la violence ».

Jamileth Torres lutte depuis vingt ans contre la violence à l'égard des femmes au Nicaragua.





Photo: Simon B. Opladen

L'ÉCONOMIE PASSE AVANT LES DROITS HUMAINS

La Suisse est fière de la tradition qu'elle s'est forgée comme « bastion » des droits humains. Nous avons demandé à Alexandra Karle, d'Amnesty International, si notre pays était à la hauteur de son ambition.

Interview : Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité

Comment la Suisse peut-elle s'élever contre les violations des droits humains dans d'autres pays ?

Tout d'abord par des entretiens bilatéraux et par la diplomatie : pays hôte du Conseil des droits de l'homme, la Suisse représente une voix importante. Mais au sommet du G20 que l'Arabie Saoudite a accueilli en novembre dernier, elle n'a pas soulevé la question des droits humains.

Les liens économiques ne constitueraient-ils pas un levier également ?

Oui, c'est en fait le plus efficace. Mais les liens économiques et les avantages pour les entreprises helvétiques sont jugés plus importants que les droits humains. Dans le cas des exportations d'armes, la Suisse est certes liée par les contrôles nationaux des exportations et par le traité sur le commerce des armes. Les intérêts de l'industrie de l'armement exercent toutefois une pression considérable. Les res-

trictions pourraient être interprétées de manière beaucoup plus rigoureuse. Il serait également possible de lier les accords de libre-échange à des concessions en termes de droits humains. La Suisse disposerait de davantage de possibilités dans ce contexte.

Sur le plan économique, notre pays profite donc des violations des droits humains ?

Elle les accepte pour le moins, afin de ne pas porter préjudice aux relations économiques.

N'y a-t-il pas ici un problème de cohérence politique ?

Bien sûr. La stratégie suisse en matière de droits humains exige la protection des défenseurs de ces derniers, le droit de manifestation pacifique et la protection de la population civile dans les conflits armés. La question est toutefois de savoir si ce programme est effectivement appliqué par le Conseil fédéral. Nous exigeons de la Suisse qu'elle fasse preuve de plus de courage dans le do-

maine des droits humains. Fin novembre, l'Égypte a par exemple arrêté trois membres d'une organisation de défense des droits humains qui avaient précédemment rencontré des diplomates occidentaux, dont l'ambassadeur suisse. Certains pays ont protesté haut et fort, ce qui a conduit à la libération des prisonniers. Notre pays est toutefois resté très discret au motif que la diplomatie silencieuse serait plus efficace. Et parce que la Suisse est neutre. Mais ce raisonnement présente deux failles : d'une part, notre pays n'est pas crédible en raison de sa neutralité. D'autre part, croire que le commerce mène inévitablement à l'amélioration des droits humains est un mythe. L'exemple de la Chine en atteste : des relations économiques toujours plus étroites n'ont pas conduit à une amélioration. La Suisse a restreint la liberté d'expression dans son propre pays lors des visites d'État, par exemple en interdisant les manifestations des Tibétain·e·s. L'Allemagne n'en fait rien.

Que vous inspirent les restrictions imposées à la société civile en Suisse ?

Dans le sillage de l'initiative pour des multinationales responsables, on assiste à une attaque contre la société civile – une motion parlementaire vise à refuser l'exonération fiscale aux ONG si elles sont engagées politiquement. Il s'agit d'une tentative de limiter l'engagement de la société civile en faveur des droits humains et de la protection de l'environnement. Les ONG sont présentées comme une puissance financière. Mais l'argument pécuniaire ne tient pas : ce sont les citoyen·ne·s qui ont rendu la campagne possible grâce à leurs modestes dons. Il s'agit d'une tentative d'intimidation visant à faire taire les ONG.



Photo : Khanya College

UNE LUTTE SOCIALE COURONNÉE DE SUCCÈS

Le 1^{er} juillet 2020, le gouvernement a engagé de façon permanente 8000 employé·e·s des services de soins à domicile (Spitex) dans la province sud-africaine de Gauteng. Ils n'avaient jusque-là ni salaire régulier ni assurance maladie et retraite. Shaun Hermana de Johannesburg : « Parfois, nous n'étions pas payés pendant des mois. Obtenir un salaire nous réjouit beaucoup. » Les employé·e·s de Spitex, des femmes surtout, rendent visite aux malades dans les bidonvilles. Elles garantissent des soins minimums sur fond de système de santé défaillant. On doit notamment ce succès au partenaire de Solidar, le Khanya College. Cette avancée constitue un précédent pour la lutte sociale des employé·e·s de Spitex dans tout le pays.

SOLIDAR SUISSE QUITTE LA SERBIE

Conventions collectives de travail, amélioration de la santé et de la sécurité au travail, hausse des salaires de centaines de milliers de travailleurs, développement de programmes de stages pour les jeunes chômeurs et les élèves d'écoles professionnelles, programmes ayant permis à 500 jeunes Serbes d'effectuer un stage et à 150 d'entre eux de trouver un emploi par la suite : le bilan de quinze ans de présence de Solidar en Serbie est impressionnant. Solidar Suisse réoriente désormais son programme en Europe du Sud-Est. Son bureau de coordination de Belgrade ferme et elle se concentre davantage sur la Bosnie et le Kosovo. Mais nos activités perdurent : les autorités locales et les écoles professionnelles poursuivent les programmes de stages.



Photo : Milos Miltivojevic



Photo : Micheline Ouaméga

DE LA SOLIDARITÉ PLUTÔT QUE DES CADEAUX

Line Rennwald et Adrian Zimmermann, de Delémont, nous ont contactés l'été dernier car, à l'occasion de la naissance de leur deuxième enfant, ils préféraient se montrer solidaires plutôt que de recevoir des cadeaux : ils voulaient inciter leurs amis et leurs proches à faire un don à Solidar Suisse. Nous avons donc produit une fiche d'information bilingue sur nos projets de formation au Burkina Faso ouvrant des perspectives aux enfants et aux jeunes. La famille Rennwald-Zimmermann a transmis le dépliant à ses proches. Le succès a été retentissant : 34 personnes nous ont contactés et ont fait don de 2540 francs en tout. Nous les remercions pour leur bel engagement et souhaitons le meilleur à la petite Clara !



MALTRAITÉS ET DÉPORTÉS

Les conditions dans les centres d'expulsion malaisiens pour les migrant·e·s économiques sont catastrophiques. Pourtant, l'industrie de l'huile de palme du Sabah ne fonctionnerait pas sans ces derniers.

Texte : Simone Wasmann, responsable des campagnes Travail décent Asie.

Photos : Solidar Suisse

« À six heures, on nous a dit de nous aligner, les mains derrière le dos et la tête baissée. Nous avons dû saluer les gardes par un « bonjour Cikgu (maître) ». Ceux qui refusaient de le faire étaient battus et frappés à coups de pied. À chaque coup, il fallait dire « merci, Cikgu », sinon les gardes continuaient. » Voici comment un migrant économique indonésien décrit les conditions inhumaines qui règnent dans un centre d'expulsion à Sabah, en Malaisie. 90 % des travailleuses et des travailleurs des plantations de palmiers à huile de la province sont originaires d'Indonésie et la plupart d'entre eux n'ont pas de permis de travail. S'ils sont arrêtés par la police ou pris lors d'une razzia, ils sont systématiquement humiliés et maltraités puis expulsés vers l'Indonésie.

Pendant le confinement dû à la pandémie de coronavirus, en avril et mai 2020, la police a intensifié ses contrôles. Les expulsions ont stoppé en parallèle, à la demande de l'Indonésie. La surpopulation a donc été massive dans les quatre centres d'expulsion. Par manque de place, les per-

sonnes internées ont dû dormir côte à côte.

« Dix unités d'environ 10 mètres par 15 ont été constituées. Plus de 200 personnes étaient entassées dans chacune d'elles, mais il n'y avait que trois latrines. »

Des témoignages effrayants

La réouverture de la frontière a été synonyme de vague d'expulsions. Nos organisations partenaires se sont rendues aux points d'arrivée des migrant·e·s économiques expulsés, sur les îles indonésiennes de Nunukan et de Sulawesi, et se sont entretenues avec 43 personnes. Les récits de ces dernières sont effrayants : les travailleurs migrants sont arrêtés arbitrairement. Les peines de prison suivies d'une détention en vue d'une expulsion sont monnaie courante. Aucune assistance juridique n'est octroyée aux travailleurs, soumis à des traitements inhumains et dégradants. L'enquête a révélé de graves violations des droits humains : les détenu·e·s sont régulièrement battus par les gardiens ou contraints de rester toute la journée

Vu leur situation de non-droit, les migrant-e-s économiques du Sabah sont exposés sans protection à l'arbitraire des propriétaires des plantations.

en position accroupie parce qu'ils ne se sont pas habillés correctement pour l'appel du matin, par exemple. Les gardiens giflent les prisonniers ou leur ordonnent de se gifler entre eux.

Les conditions d'hygiène sont également catastrophiques. Vu l'exiguïté des lieux et l'insalubrité de l'eau, les affections cutanées sévissent. Le risque de maladies infectieuses comme la tuberculose, la diarrhée et le choléra est énorme, sans parler du Covid-19 : « Après l'apparition de la pandémie au printemps, on a quotidiennement pulvérisé sur nous des désinfectants, sous pression. Nous étions mouillés de la tête aux pieds sans pouvoir nous changer. »

Une femme raconte que les accouchements devaient se faire sans assistance médicale : « Pendant ma détention en vue de mon expulsion, entre février et juin 2020, trois femmes ont accouché dans mon unité. Les bébés étaient très petits, sûrement à cause de la malnutrition. »

Dépendance à l'égard des migrant-e-s

Ce qui est perfide, c'est que l'industrie de l'huile de palme au Sabah ne pourrait pas se passer des migrant-e-s économiques sans papiers. Les autorités ne délivrent qu'un seul permis de travail pour huit hectares de surface cultivée. En réalité, les propriétaires de plantations embauchent sept fois plus d'ouvriers, mais sans papiers. Le gouvernement force de cette manière les gens à vivre dans l'illégalité, pour ensuite les criminaliser et les maltraiter. La crainte permanente de l'emprisonnement expose les travailleurs à l'exploitation et les soumet sans défense aux propriétaires des plantations.

Premières améliorations

Après la publication d'un rapport des commissions nationales pour les droits humains d'Indonésie et de Malaisie, le consulat général d'Indonésie à Sabah a commencé à recruter des avocat-e-s en octobre 2020, pour aider les migrant-e-s indonésien-ne-s

dans les procédures judiciaires. Les proches sont ainsi pour la première fois en mesure de réclamer une assistance juridique. Des progrès sont à signaler du côté malaisien également. La Commission des droits de l'homme (SUHAKAM) suivra

Les gardiens giflent les prisonniers ou leur ordonnent de se gifler entre eux.

la situation dans les centres d'expulsion, et les autorités fédérales et locales ont au moins pris en compte le problème. Ce sont des premiers pas timides, mais les conditions scandaleuses dans les camps d'expulsion malaisiens ne peuvent plus être ignorées.

Les travailleurs-euses migrant-e-s en Malaisie attendent au port leur expulsion vers l'Indonésie.



ACTIONNER LE BON LEVIER

Le syndicaliste Athit Kong défend les droits des ouvrières et des ouvriers du textile au Cambodge. La répression et le coronavirus mettent en péril les succès qu'il a déjà remportés.

Texte : Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité. Photo : Solidar Suisse



Athit Kong en pleine distribution de denrées alimentaires à des ouvrières et ouvriers du textile ayant perdu leur emploi suite à la crise du coronavirus.

À 17 ans, il a quitté la campagne pour venir à Phnom Penh travailler dans une usine textile. Les parents d'Athit Kong n'avaient pas les moyens de lui offrir une formation. Il se souvient de son entrée dans la vie active : « Je n'avais rien : pas un sou, rien à manger, pas de contrat de travail. J'ai travaillé 365 jours par an, de sept heures du matin à dix heures du soir. On m'aurait licencié en cas de maladie. » C'était en 1998. Peu après, il a commencé à œuvrer au changement des conditions déplorables régnant dans les usines. « Il m'est impossible de fermer les yeux sur les gens qui souffrent autour de moi. Je dois lutter pour la justice. »

Un combat couronné de succès

En 2000, avec d'autres personnes, Athit Kong a donc fondé la Coalition of Cambodian Apparel Workers Democratic Union (C.CAWDU). Depuis 2019, il préside ce syndicat qui a obtenu de nombreux résultats probants au fil des vingt dernières années : « En 1998, il n'y avait pas de salaire minimum ; nous en avons fait une réalité en 2002. Et il est depuis passé de 40 à 192 dollars en 2021. Le nombre de membres a aussi bondi, de 5000 à 60 000 », précise un Athit Kong visiblement fier. Parmi les autres succès, citons un système de sécurité sociale avec des congés maladie payés et la mise en place de syndicats puissants dans les usines.

Mais le salaire minimum ne suffit pas pour vivre. Il doit se situer entre 250 et 350 dollars selon une étude de l'ONG Asia Floor Wage. « Le salaire de subsistance est notre prochain objectif », martèle Athit Kong. Autre but poursuivi : l'organisation des ouvriers du textile – un million au total, soit un sixième de tous les travailleurs cambodgiens et parmi eux, à peine la moitié sont syndiqués. La question est de savoir comment les motiver à défendre leurs droits. L'expérience a montré au syndicaliste que par peur d'un licenciement, ils acceptent tout ou presque, la faim y compris.

Une marge de manœuvre limitée

La répression croissante de la société civile depuis les élections de 2013, lorsque l'opposition a menacé de faire vaciller le parti au pouvoir, contribue au climat de peur au Cambodge. « Le gouvernement diffame les personnes qui se battent pour leurs droits, en prétendant qu'elles font partie de l'opposition », fulmine Athit Kong. Il a également subi des représailles. Ces dernières années par exemple, des membres de la C.CAWDU ont été attaqués et lui-même et d'autres militant·e·s mis en accusation à cause d'une grève. Il y voit une menace pour les capacités d'action des syndicats, ce qui les affaiblit grandement. Le Covid-19 contribue aussi à limiter les droits politiques : « La pandémie ne nous permet pas de nous organiser

aussi bien qu'avant : les grandes manifestations et les grèves sont impossibles. Le gouvernement et les employeurs tirent parti de ce contexte pour sévir contre les militant·e·s considérés comme indésirables ».

Le syndicat est donc soumis à une double pression : celle de la répression et celle des travailleurs, qui attendent du syndicat qu'il les défende avec succès. « Les ouvriers·ères ne se rendent pas forcément compte que nous avons moins d'options aujourd'hui. Certains sont donc déçus et cela met l'unité en péril. »

Que faire ?

Pour cette raison, Athit Kong leur dit que ce n'est pas le moment d'élargir les bases du syndicat, mais de maintenir les acquis. Il est convaincu que les membres doivent le comprendre, sinon la colère et la méfiance vont s'installer. Le maintien de la capacité d'action passe par la coopération dans le cadre d'alliances nationales et internationales. Elles sont

également importantes pour faire pression sur les marques. La C.CAWDU a eu des victoires, moyennant des campagnes internationales. Certaines sociétés vendant des articles de marque ont signé un accord-cadre pour garantir que leurs fournisseurs respectent les droits du travail. « Nous devons toujours savoir où se situent le pouvoir et le levier à actionner pour agir », estime ce syndicaliste expérimenté. Sans son indépendance financière, la C.CAWDU ne pourrait pas poursuivre ses activités, surtout en temps de répression politique. Solidar Suisse contribue aussi de manière décisive à cette indépendance.

Mais en plus d'avoir restreint la liberté de la société civile, la pandémie a entraîné le licenciement de près de 100 000 ouvriers·ères. Ils ont perdu leurs revenus, et le soutien du gouvernement est loin d'être suffisant. Athit Kong reste malgré tout confiant : « Si l'alliance des travailleurs utilise la crise pour devenir plus unie et plus forte, c'est une grande opportunité. »



CRISE DANS L'HUMANITAIRE

La nouvelle série de la RTS « Cellule de crise », nous plonge dans le monde ambigu de l'humanitaire, entre idéalisme et Realpolitik.

Texte : Lionel Frei, communication. Photo : RTS

« Toute ressemblance avec des personnes ou des situations existantes ou ayant existé serait fortuite ou involontaire. » Cet avertissement en fin d'épisodes n'a jamais été aussi ironique. Car la nouvelle mini-série de la RTS, en 6 épisodes, est largement inspirée de l'actualité internationale. « Cellule de crise » nous fait découvrir le Haut-Commissariat international hu-

manitaire (HCIH). La puissante organisation humanitaire basée à Genève est en crise : son président vient de mourir dans un attentat islamiste et plusieurs employés sont retenus en otage au Yémen.

Contre toute attente, c'est une universitaire idéaliste qui est élue à la nouvelle présidence. Suzanne Fontana (l'excellente Isabelle Caillat) va se battre pour remettre l'indépendance et les valeurs humanitaires au centre du HCIH. Le courage aussi. Pour cela, elle devra lutter contre les tentatives d'ingérence des États peu intéressés par le sort des civiles yéménites, pousser la Confédération à sortir de sa zone de confort, s'imposer à l'interne face à ceux qui rêvent de transformer l'organisation en une multinationale pilotée par des intérêts financiers.

Avec Suzanne et son mentor trouble incarné par André Dussollier, on découvre une galerie truculente de personnalités : un directeur du football mondial corrompu et attachant, un prince saoudien progressiste en conflit avec la famille régnante, un terroriste occidental venu soutenir ses frères au Yémen. Le discours est nuancé. Le scénario, digne d'une série américaine, est enlevé (quitte à exagérer par instants). On rêve à ce que plus de Suzanne Fontana soient élues dans la vraie vie pour que l'action politique soit portée par des valeurs humanistes fortes.

« **Cellule de crise** » de Jacob Berger, Fiction série, 2020, 6 x 52 min. À voir sur www.rts.ch

8		7				5		
			1	7	4	8		
					3		9	
1					5			
		6	2		8	1		
			3					8
	4		8					
		8	4	2	6			
		2				4		3

LE SUDOKU DE SOLIDAR

Compléter les cases vides avec les chiffres 1 à 9. Chaque chiffre ne peut figurer qu'une seule fois sur chaque ligne, dans chaque colonne et dans chacun des carrés de 3 × 3 cases.

La solution se trouve dans les cases grises lues horizontalement, selon la clé suivante :

1=R, 2=B, 3=S, 4=C, 5=I, 6=V, 7=E, 8=T, 9=L

Envoyez la solution à Solidar Suisse sur une carte postale ou par courrier à contact@solidar.ch, objet « sudoku ».

1^{er} prix Un masque de protection en tissu du Mozambique

2^e prix Un stick USB du projet LanzArte en Bolivie

3^e prix Un marque-page au motif de lama de Bolivie

La date limite d'envoi est le 19 mars 2021. Le nom des gagnant-e-s sera publié dans le Solidarité 2/2021. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaborateurs et collaboratrices de Solidar Suisse ne peuvent pas participer au concours.

La solution du concours paru dans Solidarité 4/2020 était « Oui à multinationales responsables ». Ursula et Fritz Fuhrer d'Épendes ont gagné un masque Solidar Suisse ; Sylvie Colbois de La Chaux-de-Fonds a gagné un DVD « Multinationales : l'enquête » et Regula Brassel de Berne un marque-page argenté de Bolivie. Nous remercions toutes celles et tous ceux qui ont participé au concours.

Solution :

LA LIBERTÉ

« Je suis une sorte de vagabond »

La Liberté, 19.10.2020

Il a la bougeotte, Beat von Däniken! A peine rentré d'une année sabbatique en Amérique latine, interrompue par le Covid-19, il vient de signer pour quatre ans au Mozambique avec l'ONG Solidar Suisse. Ancien directeur de la coopération internationale pour la Croix-Rouge suisse, le Villarois veut revenir au terrain. Ce grand quinquagénaire souriant, aux mâchoires carrées, au léger accent alémanique, n'a pas tellement changé depuis les années huitante, lorsqu'il jouait les jeunes premiers au Théâtre de la Cité. Propos à cœur ouvert émaillés d'éclats de rire.

Pourquoi le Mozambique?

Parce qu'on me l'a proposé. Je pars avec l'association Solidar Suisse. Elle travaille beaucoup sur le thème de l'économie et du social, dans l'appui syndical et pour la formation de jeunes adultes. C'est un domaine nouveau qui m'intéresse.

SWI swissinfo.ch

L'aide au développement à titre non professionnel : une activité positive et durable ?

Swissinfo, 29.12.2020

De plus en plus de particuliers fondent des mini-ONG pour soutenir les personnes vulnérables à l'étranger. Cette forme d'aide directe présente de nombreux avantages. La coopération au développement bien établie se montre, toutefois, prudente. La psychiatre Regina Patrizzi s'est, pour sa part, engagée à temps partiel dans l'aide au développement. Très affectée par la pauvreté lors de ses voyages, elle a créé en 2001 l'association Santé-Burkina Suisse avec son mari et ses amis. Les dons émanent également d'amis et de connaissances des fondateurs. Regina Patrizzi évoque sa propre expérience: au cours des premières années, son association a mis en œuvre des projets en coordination avec Solidar Suisse, qui a supervisé la qualité du travail.

24heures

Les partis bourgeois veulent mettre les ONG au pas

24 Heures, 5.12.2020

Plusieurs élus bourgeois ont bien l'intention de mettre les ONG au pas. Et touchent là où ça fait mal : l'argent. Au national, Hans-Peter Portmann propose de stopper tous les fonds publics aux ONG qui s'impliquent dans des campagnes politiques. Le moyen de pression est immense. Chaque année, une centaine de millions est versée aux principales ONG par la Confédération dans le cadre de contributions de programme aux partenaires de la DDC. Figure de proue de l'initiative, Chantal Peyer de « Pain pour le prochain » trouve cette situation « préoccupante ». « Plutôt que de se réjouir de la vitalité du débat démocratique, les opposants à l'initiative veulent faire taire les ONG et les voix qui ne vont pas dans leur sens. C'est la réaction d'acteurs au pouvoir qui refusent de se remettre en question. »

S'ENGAGER

Luttez à nos côtés pour un monde équitable. Les possibilités d'agir sont multiples, quelle que soit l'échelle – voici quelques propositions concrètes.

SONDAGE

Solidar Suisse doit-elle s'exprimer politiquement ?



Pensez-vous qu'il soit juste que Solidar s'implique dans les débats politiques sur les questions internationales en Suisse ? Ou pensez-vous qu'une ONG comme Solidar Suisse devrait s'occuper exclusivement de projets dans le Sud ?



Sondage :
www.solidar.ch/sondage

S'ABONNER À NOTRE NEWSLETTER



Notre newsletter vous informe des activités et des succès de Solidar Suisse dans nos pays d'intervention. Elle vous invite également à participer à nos campagnes. Par exemple, pour des conditions de travail décentes pour les migrant·e·s économiques dans les plantations de palmiers à huile au Sabah ou pour les ouvrières et ouvriers du textile au Cambodge.



Vers la newsletter :
www.solidar.ch/newsletter

FAIRE UN DON



Contre l'inégalité extrême

Soutenez notre lutte contre les inégalités extrêmes dans le monde en faisant un don. Vous permettrez ainsi aux personnes défavorisées de défendre leurs droits au travail et de lutter pour une vie digne sans exploitation, en particulier durant la pandémie. Joignez-vous à nous pour œuvrer à un monde plus juste et plus équitable !



En savoir plus et faire un don :
www.solidar.ch/inegalites-extremes

ENSEMBLE

IMPRESSUM

Éditeur Solidar Suisse, Quellenstrasse 31, case postale 2228, 8031 Zurich, tél. 021 601 21 61
email : contact@solidar.ch, www.solidar.ch
CP 10-14739-9 Lausanne
Membre du réseau européen Solidar
Rédaction Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Lionel Frei, Benjamin Gross, Cyrill Rogger
Layout artischock.net

Traduction Katja Schurter, Anne Walder, Jean-François Zurbriggen
Correction Jeannine Horni, Catherine Vallat
Impression et expédition Unionsdruckerei/subito AG, Walther-Bringolf-Platz 8, 8201 Schaffhouse
Paraît quatre fois par an. Tirage : 37 000 ex.
Le prix de l'abonnement est compris dans la cotisation (membres individuels 70.– par an

minimum, organisations 250.– minimum).
Imprimé sur papier recyclé et respectueux de l'environnement.

Dernière page Luttez avec nous contre l'inégalité extrême. Photo : Millefoto.



QU'EST-CE QUI DÉTRUIT LE MONDE ?

En 2020, année de la pandémie, les milliardaires de la planète sont en moyenne devenus 29 % plus riches. En parallèle, 245 millions de travailleuses et de travailleurs ont perdu leur emploi – et souvent leurs moyens de subsistance.

Découvrez notre vidéo pour voir l'ampleur dramatique et les conséquences dangereuses de l'extrême inégalité dans le monde et pour nous aider à lutter contre cette réalité :



www.solidar.ch/inegalites-extremes

**Merci beaucoup
pour votre soutien !**